

RAPPORT MONDIALE SUR L'INTÉGRITÉ DE L'EAU 3



Améliorer l'intégrité dans le financement de l'eau et de l'assainissement

L'insuffisance des financements compromet la capacité des gouvernements à respecter les droits humains à l'eau, à l'assainissement et à un environnement propre. La Banque mondiale estime qu'il est nécessaire d'augmenter les dépenses actuelles d'environ 140 milliards USD par an, soit un triplement des dépenses actuelles, pour atteindre les cibles de l'objectif de développement durable n°6 relatif à l'eau potable, à l'assainissement (Joseph et al., 2024). Aussi; des financements supplémentaires et croissants sont nécessaires pour améliorer la résilience des systèmes d'eau et d'assainissement et pour soutenir l'adaptation dans ce domaine.

La corruption, la mauvaise gestion et d'autres manquements à l'intégrité contribuent de manière significative au déficit financier global, gaspillant jusqu'à 26 % de l'argent investi dans le secteur de l'eau, selon WIN et la Banque interaméricaine de développement (Adam et al, 2020). Ces failles compromettent l'utilisation efficace des fonds, affaiblissent les institutions du secteur, entraînent des pertes financières significatives dans le secteur, et biaisent les nouveaux investissements au détriment des priorités essentielles et de ceux qui en ont le plus besoin.

Les secteurs de l'eau et de l'assainissement sont particulièrement exposés à la corruption en raison de la fragmentation et de la complexité des institutions de gouvernance, des monopoles naturels et des coûts élevés d'investissement, d'entretien et de rénovation des infrastructures. Le secteur des infrastructures, dont l'eau et l'assainissement dépendent fortement, est l'un des secteurs les plus corrompus au monde. Le FMI estime que 30 à 50 % des coûts généraux des infrastructures (pas seulement l'eau et l'assainissement) sont perdus en raison d'une mauvaise gestion, y compris la corruption (Schwartz et al, 2020).

Il est essentiel de lutter contre la corruption et les manquements à l'intégrité dans le domaine du financement de l'eau et de l'assainissement pour garantir l'utilisation efficace des fonds disponibles et l'amélioration de la prestation de services.

Ce Water Integrity Global Outlook (WIGO) examine comment l'intégrité influence le financement dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement. Le rapport vise à susciter le dialogue et à inciter les acteurs de tous les niveaux à devenir des champions de l'intégrité.

WIGO comprend les éléments pour:

- Appréhender le problème du financement de l'eau et de l'assainissement et les principales vulnérabilités et facteurs de risque ([Parties 1 et 2](#));
- Mettre en évidence les principaux risques pour l'intégrité liés aux différentes sources de financement et au financement sur l'ensemble du cycle budgétaire ([Partie 3](#));
- Expliquer les différents moyens de lutter contre les risques de corruption et risques pour l'intégrité ([Partie 4](#)); et
- Réfléchir sur les mesures à prendre pour améliorer l'intégrité ([Partie 5](#)).

Le coût de l'inaction

La corruption et le manque d'intégrité détournent les ressources, contribuent à des pertes financières importantes et élargissent le déficit de financement. Mais il ne s'agit pas seulement d'argent. Les manquements à l'intégrité dans le financement de l'eau et de l'assainissement ont des effets sociaux, économiques et environnementaux dévastateurs et affectent profondément la vie des gens de multiples façons. En outre, l'impact est disproportionné pour les personnes marginalisées et en situation de pauvreté.

Si le coût des mesures visant à améliorer l'intégrité est relativement faible, le coût de l'inaction est inacceptablement élevé, se traduisant par une mauvaise prestation de services, des coûts d'infrastructure gonflés et une détérioration de la qualité de l'eau - des coûts qui sont exacerbés par les effets du changement climatique. Nous devons changer de cap. Si nous n'agissons pas, la corruption et les manquements à l'intégrité continueront à nous ralentir, à faire grimper les coûts et à nuire à l'efficacité de notre travail.

Ces considérations **s'inscrivent dans un contexte de réduction de l'espace civique, de changement climatique et d'évolution rapide du monde numérique.**

L'espace civique permet aux individus, aux organisations et aux communautés de participer à la vie politique, économique et sociale. Un espace civique ouvert facilite l'accès à l'information, l'action collective, le dialogue et l'expression de la dissidence. Il est crucial de tenir les gouvernements et le secteur privé responsables, et de dévoiler et résoudre les problèmes de corruption et d'intégrité qui compromettent la fourniture d'eau et d'assainissement.

Le changement climatique pose de nouveaux défis à la fourniture d'eau et d'assainissement et à la gestion des ressources en eau. Il s'accompagne d'une série de nouvelles sources de financement, en particulier le financement de l'adaptation au climat, qui comporte de nouveaux risques d'intégrité.

L'expansion rapide de la technologie numérique et de l'intelligence artificielle peut contribuer à réduire les risques de corruption tout en introduisant potentiellement de nouvelles vulnérabilités.

L'intégrité : une opportunité pour le secteur

Il est temps d'agir. Il existe de réelles possibilités de renforcer le financement de l'eau et de l'assainissement en créant et en promouvant une culture de l'intégrité. Il faut pour cela prendre des mesures spécifiques pour promouvoir l'intégrité parallèlement au travail existant, avec un engagement clair et de nouvelles alliances.

WIGO propose des mesures pratiques pour toutes les parties prenantes, pour renforcer l'intégrité dans le financement du secteur. Bien que ces mesures s'appliquent à l'échelle mondiale, comme le montre le large éventail d'exemples fournis, l'objectif premier de WIGO est de soutenir les parties prenantes qui défendent l'intégrité dans les pays en développement, où vit la majorité des personnes qui manquent d'eau et d'assainissement.

Retour aux bases : l'intégrité dans le financement du secteur de l'eau et de l'assainissement

Flux financiers multiples pour l'eau et l'assainissement

Le financement de l'eau et de l'assainissement provient des tarifs, des taxes et des transferts, les « 3T ». De loin, la plus grande source de financement provient des usagers, suivie par les gouvernements, bien qu'il existe d'importantes variations régionales. En Amérique latine et dans les Caraïbes, les tarifs couvrent plus de 80 % des coûts du secteur. En Asie, la plupart des dépenses du secteur (plus de 60 %) sont financées par le gouvernement. L'Océanie (à l'exclusion de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie) est la seule région fortement dépendante des financements remboursables.

Le financement remboursable, bien qu'il ne représente qu'une petite partie de l'investissement total, est un outil important pour gérer les coûts d'investissement dans les infrastructures, mais il doit être géré avec soin car il contribue à l'endettement national et des entreprises et institutions. Le déploiement et la gestion des financements remboursables comportent des risques singuliers, liés notamment à la complexité et à l'opacité des mécanismes de financement, ainsi qu'aux jeux de pouvoir qui affectent les négociations (voir [section 3.2.3](#)). Ces risques s'appliquent également aux financements mixtes (« blended finance »), qui prennent différentes formes mais concernent généralement l'utilisation de fonds publics pour attirer des fonds privés. Malgré les efforts considérables déployés pour attirer des financements privés dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement, ces investissements restent très faibles par rapport à d'autres secteurs tels que les transports et l'énergie.

Souvent les usagers, ménages ou entreprises, assurent et/ou paient leur propre approvisionnement en eau et en assainissement. Bien que cela permette de combler certains déficits d'investissement importants, dans de nombreux cas, cela reporte la charge du paiement des services sur les plus pauvres.

Les risques à intégrité compromettent tous ces flux financiers. Le WIGO s'intéresse à ces risques qui affectent la manière dont les fonds destinés à l'eau et à l'assainissement sont estimés, collectés, alloués et dépensés. Les gouvernements jouent généralement un rôle de premier plan dans tous ces processus de gestion financière - par le biais de l'investissement public et de la gestion des finances publiques. Ils ne sont cependant pas les seuls acteurs. L'évaluation des risques d'intégrité est donc pertinente pour la plupart des acteurs privés, publics et autres impliqués dans la gestion de projets eau et assainissement.

Gouvernance complexe

Les dispositifs institutionnels dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement posent des défis importants pour garantir l'intégrité financière. L'un des grands défis est que ces secteurs fonctionnent généralement comme des monopoles naturels, étant donné les coûts fixes élevés associés à l'approvisionnement et à la distribution de l'eau et à l'évacuation des eaux usées. Les conditions monopolistiques créent des opportunités de « capture », où les conseils et commissions publics peuvent être influencés par des individus ayant des intérêts particuliers.

La fragmentation et la décentralisation du secteur compliquent encore le paysage institutionnel. Il existe souvent un grand nombre d'institutions responsables de la fourniture d'eau et d'assainissement, du niveau national au niveau local. Leurs mandats sont parfois contradictoires ou se chevauchent. L'absence de rôles et de responsabilités clairement définis est problématique pour la redevabilité.

La décentralisation peut localiser la prestation services, mais n'est pas intrinsèquement positive en termes de redevabilité. Elle peut tout autant recentrer la corruption du niveau national vers le niveau local. Elle peut également créer des inefficacités dans la gestion des finances publiques, en augmentant la complexité des flux financiers et la difficulté de suivre les fonds. Ces dispositions institutionnelles complexes nécessitent des cadres réglementaires solides pour garantir une utilisation efficace des fonds disponibles et des tarifs équitables pour les usagers.

Divers modèles de prestation de services et de réglementation

Chaque modèle de prestation de services, de la fourniture intégrale par le secteur privé aux partenariats public-privé, pose des problèmes d'intégrité spécifiques. Les politiques sur les achats et les conflits d'intérêts visent à améliorer les procédures de passation des marchés et à limiter les risques de collusion ou de truquage des offres, mais leur application reste difficile, en particulier dans les contextes de corruption systémique. Les déséquilibres en matière de pouvoir et d'information entre les gouvernements et les grandes entreprises privées, la financiarisation croissante, ainsi que les défis liés à l'exécution des contrats et à la résolution des conflits, compliquent encore la réglementation et la surveillance.

Si les gouvernements font le plus souvent l'objet d'un examen public pour contrôler la corruption. La corruption au sein des entreprises privées, des plus grandes aux plus petites, peut être plus difficile à déceler. Les petits, et parfois informels, acteurs du secteur privé jouent un rôle important dans la fourniture d'eau et d'assainissement, et touchent souvent les plus marginalisés. Pour eux, l'absence de cadres réglementaires clairs laisse le champ libre à des pratiques moins scrupuleuses, notamment en ce qui concerne la tarification et même la corruption sexuelle. Ainsi, il est nécessaire d'améliorer la surveillance et la redevabilité pour tous les acteurs impliqués.

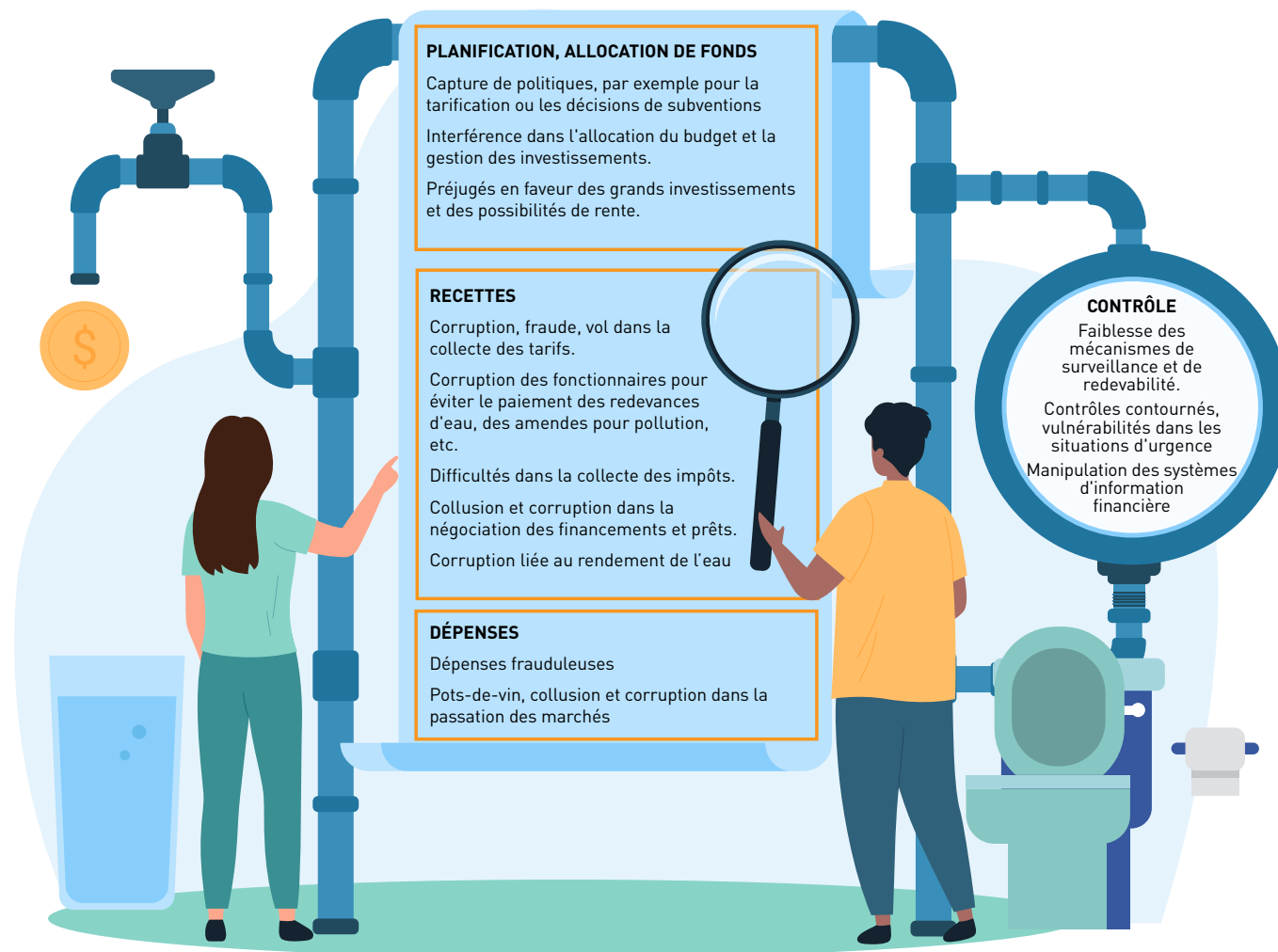
Nombreuses interactions avec les clients, avec une grande marge de manœuvre

Dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement, les interactions avec les usagers sont nombreuses et se déroulent régulièrement dans un cadre informel - sur le terrain, à domicile, près des installations sanitaires, dans des kiosques éloignés - pour des activités telles que le relevé des compteurs, les demandes de raccordement, la facturation et l'octroi de licences. Les pots-de-vin ne sont pas rares. La corruption sexuelle peut se produire lors de ces transactions, avec des conséquences graves pour les victimes. Cette corruption compromet la viabilité financière globale de la prestation de services, créant un cercle vicieux de sous-financement et de sous-performance. Elle peut également marginaliser davantage les plus pauvres n'ayant pas les moyens de payer des pots-de-vin.

Risques pour l'intégrité tout au long du cycle budgétaire

Chaque étape du cycle budgétaire comporte des risques pour l'intégrité, menant à des manquements considérables.

Figure 1: Exemples de risques d'atteinte à l'intégrité dans le domaine de l'eau et de l'assainissement sur l'ensemble du cycle budgétaire



Planification, estimation et affectation des fonds

La captation des politiques et des réglementations par des parties prenantes puissantes peut conduire à la manipulation des normes et des réglementations, ou au détournement des processus de tarification et de subventions. Cela a des conséquences à long terme : estimations faussées des montants pouvant être collectés, des besoins, des coûts, des besoins de financement remboursable, manipulation de la tarification et priorisation de projets, détérioration de la capacité du secteur à suivre et à gérer les dépenses. S'il est bien entendu difficile d'établir une tarification juste et abordable, en particulier dans les contextes où le nombre d'utilisateurs pauvres est élevé, une démarche d'intégrité requière que les tarifs soient progressifs, avec des subventions nécessaires et adéquates pour les ménages pauvres.

Le degré élevé de discrétion dans les décisions relatives aux projets et les processus d'allocation budgétaire, combiné à l'opacité des processus de préparation des budgets et des projets, favorise la corruption et l'exercice d'une influence indue sur l'allocation des budgets et la planification des projets. Les politiciens et les hauts fonctionnaires peuvent chercher à orienter les priorités d'investissement de manière à créer des opportunités de rente ou d'autres formes de corruption, ce qui renforce les inégalités. L'assainissement inclusif à l'échelle de la ville (Citywide Inclusive Sanitation) est une initiative pour palier à l'allocation biaisée des ressources publiques. Il exige des responsables de l'assainissement qu'ils veillent à ce que la planification de l'assainissement et l'allocation des fonds incluent les zones pauvres avec des systèmes d'assainissement non raccordés.

Recettes

La corruption, la fraude et le vol dans la perception des tarifs affectent directement les recettes et la stabilité financière des fournisseurs de services. La corruption à ce niveau peut prendre de multiples formes : ignorer les raccordements non autorisés, falsifier les compteurs ou accepter des pots-de-vin pour ne pas déconnecter ou pour offrir une exonération de tarif.

Un rendement de réseau bas (eau non-comptabilisée élevée) représente un défi majeur pour la viabilité financière des services de l'eau. La corruption et les questions d'intégrité ne sont pas suffisamment prises en compte dans les programmes d'amélioration

du rendement de l'eau, bien qu'elles y soient étroitement liées. Les pertes techniques et les fuites peuvent être des symptômes de problèmes de qualité des infrastructures ou d'une planification et d'une budgétisation biaisées et inadéquates liées à la corruption. Les pertes commerciales peuvent être alimentées par des problèmes d'intégrité liés à la facturation, à la falsification des compteurs, à la manipulation des systèmes financiers, à la mauvaise conduite du personnel, etc. La mise en place de cadres réglementaires efficaces et de mesures anticorruption rigoureuses, telles que des mécanismes de protection des lanceurs d'alerte, peut contribuer à remédier à ces faiblesses.

Le non-paiement de l'eau est souvent imputé aux usagers pauvres et aux branchements illégaux. Ce qui est souvent moins visible, c'est le nombre de gros consommateurs d'eau qui trouvent des moyens d'éviter de payer leur consommation d'eau, y compris les clients industriels, les entités gouvernementales et les individus bien liés qui peuvent utiliser leur influence politique ou leurs relations pour s'appropriier l'eau sans être facturés. Ces questions devraient alimenter les débats sur la tarification et sur l'adéquation des subventions et des programmes d'accessibilité des services publics. Les approches fondées sur l'intégrité peuvent approfondir l'évaluation des risques, renforcer les programmes pour l'amélioration du rendement de l'eau et contribuer à traiter les causes profondes.

En outre, la collusion et la corruption dans la négociation des financements provenant de sources extérieures sont souvent négligées. La façon dont les concessions d'eau et les partenariats public-privé sont structurés peut offrir des possibilités de corruption, de fraude et de distorsion des prix à long-terme. La collusion dans les négociations sur le financement de nouveaux investissements, en particulier pour des financements hors budget spécifiques à un projet, affecte le coût du capital et a un impact sur la tarification et futures aides publiques.

Dépenses et contrôle

La gestion des finances publiques rend opérationnelle la gestion des fonds, le paiement des salaires, l'engagement effectif des budgets libérés par le trésor en faveur d'un ensemble d'activités ou de projets plutôt que d'un autre. Elle comprend la passation des marchés, la vérification des livraisons et les paiements. La gestion des finances publiques couvre également l'établissement de rapports financiers,

l'audit et la surveillance. Malgré des investissements importants par les gouvernements et certains donateurs pour réformer et améliorer les systèmes de gestion des finances publiques, ceux-ci sont souvent faibles. Dans les pays fortement corrompus, la faiblesse de la gestion des finances publiques peut être le résultat délibéré de machinations de corruption. Pour répondre clairement aux risques à l'intégrité en finances publiques, qu'il s'agisse de données et de processus inadéquats, d'institutions faibles ou de défauts de mise en œuvre, il faut des mécanismes dédiés.

Les achats et marchés publics sont un processus à haut risque pour la corruption. La corruption et la fraude touchent à la fois les acheteurs et soumissionnaires, et ainsi les ministères, les autorités locales, ou les prestataires de services. La corruption se manifeste souvent dans des estimations gonflées pour les travaux d'investissement et par la manipulation des procédures de passation de marchés pour favoriser certains fournisseurs.

Les institutions de surveillance et de contrôle, telles que les régulateurs, les organismes de lutte contre la corruption et les cours des comptes, sont essentielles pour identifier et sanctionner la corruption dans le financement de l'eau et de l'assainissement, mais elles manquent souvent de ressources et de capacités, et dépendent de systèmes de gestion financière intégrés peu performants. Des cas de manipulation délibérée de ces systèmes pour dissimuler des informations aux auditeurs ont été signalés, par exemple au Kenya. Par ailleurs, l'application de la réglementation sur les achats est parfois faible, surtout lorsque les cours des comptes sont limités dans leur mandat.

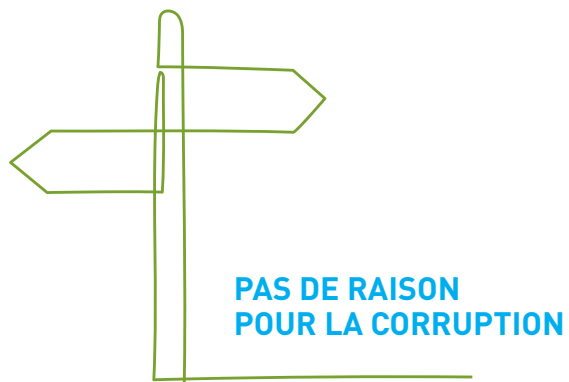
L'afflux de nouveaux fonds dans le secteur de l'eau et de l'assainissement en cas de catastrophe et pour l'adaptation au changement climatique mérite d'être examiné comme un cas particulier. Les exceptions aux règles de passation des marchés en cas d'urgence, la concurrence intense entre les organisations humanitaires et le manque de coordination entre les donateurs, les institutions gouvernementales et les organisations de la société civile s'ajoutent aux risques généraux d'atteinte à l'intégrité auxquels sont confrontés ces secteurs. En réponse, des mécanismes d'intégrité spécifiques, pour le décaissement des fonds et pour l'audit des fonds dans les situations d'urgence, doivent être étudiés de manière plus approfondie.

Développer des stratégies d'intégrité efficaces pour le financement de l'eau et de l'assainissement : Pas de raison, pas de place, pas de sursis pour la corruption

Négliger les nombreux risques d'atteinte à l'intégrité dans le financement de l'eau et de l'assainissement entraîne d'énormes coûts économiques, humains et environnementaux. Cependant, il n'existe pas de solution unique et complète pour gérer ces risques. **Dans l'élaboration des programmes de lutte contre la corruption, la contextualisation est primordiale.** Le WIGO propose donc une démarche générale pour **élaborer des plans à différents niveaux - dans les organisations, dans les programmes, dans les politiques.**

Cette démarche pour l'intégrité est basée sur une combinaison de trois grandes approches : « pas de raison » (no reason), « pas de place » (no room) et « pas de sursis » (no reprieve) pour la corruption ou les manquements à l'intégrité. Cette démarche reconnaît l'importance à la fois d'une évaluation des risques pour l'intégrité et des normes sociales, afin de cibler et de hiérarchiser les mesures à prendre. Une telle évaluation est idéalement participative et inclusive. **L'objectif final est une meilleure gestion des finances du secteur, conduisant à une amélioration de la prestation de services, pour tous.**

Les trois approches découlent des dernières recherches sur l'efficacité des initiatives en matière de lutte contre la corruption, d'intégrité et de transparence gouvernementale. La compréhension des stratégies de lutte contre la corruption a considérablement évolué au cours des dernières décennies. Entre 1990 et 2010, l'accent a été mis sur les solutions techniques telles que les nouvelles lois, les nouveaux règlements ou les nouveaux systèmes de contrôle. La tendance était de traiter la corruption comme une série d'incidents isolés et de négliger les phénomènes politiques et sociaux sous-jacents qui la facilitaient. Au fil du temps, cependant, les preuves se sont accumulées pour suggérer que les interventions « technocratiques » étroites, bien que nécessaires, sont insuffisantes en elles-mêmes et nécessitent des stratégies systémiques et plus spécifiques au contexte, telles que celles visant à renforcer la redevabilité et à changer les normes sociales.



Cette approche s'intéresse aux attentes sociales et aux relations mutuelles qui sous-tendent la corruption et le fonctionnement des réseaux corrompus. Des normes culturelles, religieuses ou même de genre affectent comment la corruption peut être rationalisée. Les pratiques des organisations et des individus s'inscrivent dans ces normes sociales générales, ce qui les rend difficiles à identifier et à modifier. Cette nouvelle approche vise à influencer

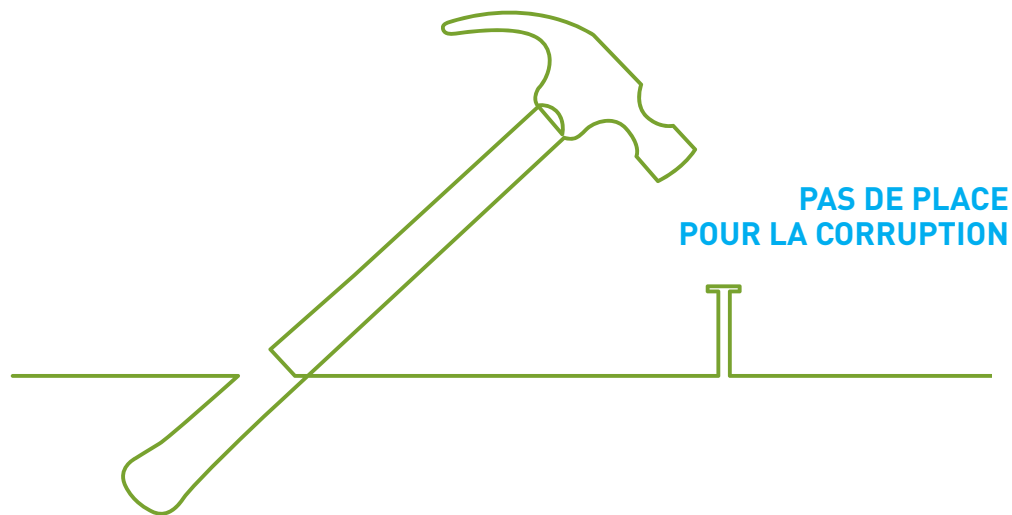
les normes sociales et institutionnelles à tous les niveaux, à **affaiblir la rationalisation des actes répréhensibles et à renforcer l'engagement collectif en faveur de l'intégrité.**

Les changements **au sein des organisations ou de secteurs spécifiques** constituent un point de départ important pour mettre à jour et remettre en question les normes qui sous-tendent et façonnent les comportements. Il est possible d'influencer les normes par le biais d'un leadership éthique et en récompensant la responsabilité et l'intégrité. Des campagnes de sensibilisation soulignant l'impact négatif de la corruption sur les communautés et les pairs peuvent également être efficaces, ainsi que la formation du personnel et des dirigeants sur les normes sociales et institutionnelles. Enfin les partenariats multipartites exigeant un engagement en faveur de l'intégrité sont également importants

.Exemples:

Un exemple bien connu de transformation au niveau organisationnel impliquant un changement des normes institutionnelles est celui du fournisseur d'eau de Phnom Penh (PPWSA) au Cambodge, au milieu des années 1990. La transformation a commencé avec une nouvelle direction qui a pris des mesures de lutte contre la corruption et de transparence, y compris la sensibilisation à l'impact de la corruption. La priorité a été donnée au contact client et à une forte culture éthique, également par la direction. En conséquence, la PPWSA a amélioré le recouvrement des factures, la disponibilité de l'eau, et sa couverture. L'entreprise reste un exemple de bonne pratique largement cité.

Les pactes d'intégrité et les coalitions multipartites telles que le Maritime Anti-Corruption Network (MACN) sont des exemples d'engagements collectifs en faveur de l'intégrité qui ont influencé le comportement des acteurs du secteur.



Cette approche repose sur des interventions structurelles ou managériales **visant à réduire la marge de manœuvre des acteurs de l'eau et de l'assainissement à agir de manière corrompue**. Il peut s'agir de prendre des mesures visant à **limiter le pouvoir discrétionnaire des fonctionnaires**, ou à combler les lacunes et à adopter des outils numériques. Les marchés publics en ligne ou le paiement des factures

par téléphone portable, par exemple, se sont avérés bénéfiques dans différents cas. **Des rôles et des responsabilités clairement définis constituent le point de départ** de cette approche, qui peut reposer en outre sur la transparence, et notamment la publication des critères et des hypothèses qui sous-tendent les décisions clés, telles que la tarification et l'attribution des subventions.

Les **mécanismes de contrôle et de surveillance** limitent les possibilités de mauvaise conduite, réduisant le champ de la corruption en général tout en augmentant la probabilité de la détecter. Les audits internes et externes peuvent jouer un rôle essentiel dans le renforcement de l'absence de marge de manœuvre, tout comme le renforcement **des mécanismes de recours et de service client**. De nombreux fournisseurs de services d'eau et d'assainissement ont déjà améliorés leurs relations avec les usagers en améliorant leur service client ou le suivi des plaintes et en introduisant des nouvelles technologies pour la lecture des compteurs et les paiements.

En exigeant des gouvernements et des fournisseurs d'eau et d'assainissement qu'ils rendent des comptes, les organisations de la société civile jouent un rôle clé dans cette approche. Elles peuvent participer ou proposer des opportunités de participation publique supplémentaires, par exemple par le biais d'un budget local participatif ou d'un suivi budgétaire.

Exemples:

Les régulateurs peuvent jouer un rôle important dans la conception de mesures réglementaires ne laissant aucune place à la corruption ou aux manquements à l'intégrité. En Zambie, la NWASCO applique des lignes directrices pour la tarification qui requièrent la participation du public. Elle a également conclu des accords de niveau de service avec les fournisseurs de service afin de contrôler les performances, et elle établit des rapports sur les performances de ces fournisseurs.

La cour des comptes de l'Afrique du Sud a utilisé des audits en temps réel des fonds d'aide aux sinistrés versés dans les provinces du KwaZulu-Natal et du Cap-Oriental pour rendre compte des secours apportés à la suite des inondations catastrophiques liées au climat. La cour a constaté des contrôles inadéquats des processus de paiement ainsi que des protections manquantes contre la surévaluation, les pertes financières et la fraude.



PAS DE SURSIS POUR LA CORRUPTION

Cette approche reconnaît l'importance de la détection et de sanctions efficaces. Elle met l'accent **sur la dissuasion et envoie un message clair: l'impunité n'est pas une option. Les actes contraires à l'éthique ne passeront pas inaperçus ou ne resteront pas impunis,**

L'ère du « **big data** » offre des possibilités d'analyse des données liées, par exemple, aux décisions d'investissement, à la passation des marchés, à la facturation et à la paie, pour la détection d'indications de corruption ou d'autres manquements à l'intégrité. Le suivi des dépenses et le renforcement de la collaboration avec les cours des comptes sont autant d'autres éléments importants de cette approche.

La lancement d'alerte est une source majeure d'informations sur la corruption et les manquements à l'intégrité. **Les mécanismes de protection des lanceurs d'alerte** sont de fait une clé de voûte pour cette approche, utiles pour toutes les organisations actives dans le domaine de l'eau et de l'assainissement.

Exemple:

L'unité d'évaluation indépendante du Green Climate Fund, le plus grand fonds dédié au climat au monde, qui gère USD 45 millions d'actifs totaux, a tiré parti des innovations dans l'espace numérique en développant des modules d'intelligence artificielle pour aider à identifier les risques en matière d'intégrité. Elle a mis au point une plateforme d'audit préalable (« due diligence ») pour identifier les "signaux d'alerte" à partir de textes extraits de documents de projet.

Agir pour l'intégrité

Tous les acteurs des secteurs de l'eau et de l'assainissement ont un rôle important à jouer pour l'intégrité : en prenant des mesures qui combinent les voies - "pas de raison", "pas de place" et "pas de sursis" - et en travaillant ensemble pour améliorer l'intégrité. Des nouveaux partenariats s'imposent : coopérer et établir des liens avec les agences et mécanismes de lutte contre la corruption et les institutions supérieures de contrôle, travailler avec des alliés intersectoriels et établir des relations avec d'autres types de parties prenantes sont autant d'alliance qui peuvent contribuer à améliorer le financement de l'eau et de l'assainissement.

Le WIGO propose que trois grands domaines d'action sont les plus pertinents pour renforcer l'intégrité financière dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement et créer une culture de l'intégrité:

- le renforcement de la gestion des finances publiques,
- l'engagement des parties prenantes et notamment de la société civile pour la planification et la surveillance,
- le travail sur les normes sociales.

Ainsi, les champions de l'intégrité du monde entier peuvent avancer dans leur propre parcours, en adaptant leurs approches aux défis rencontrés, et en trouvant des terrains fructueux pour la discussion et, surtout, l'action. Sans être un manuel exhaustif, WIGO partage quelques recommandations et des idées de premiers pas ([ici](#) et [plus en détail avec des actions par groupe de parties prenantes dans la partie 5](#)).

Renforcement de la gestion des finances publiques dans le secteur de l'eau et de l'assainissement

Une gestion des finances publiques efficace est essentielle au bon fonctionnement de l'administration, à la gestion durable des ressources et à la prestation de services durable, même en cas d'urgence. Cette gestion doit se faire avec plus de transparence (en particulier dans les processus importants comme la passation de marchés), le numérique, et des processus solides permettant de détecter rapidement les pratiques de corruption, avec le soutien de toutes les parties prenantes.

- **Garantir l'équité des tarifs et des subventions**, avec la participation des parties concernées et des garanties contre la captation.
- **Passer aux achats « ouverts » et aux systèmes d'achats électroniques**, en veillant à former les parties prenantes et à rendre les données accessibles et utilisables.
- **Radier ou exclure les soumissionnaires et fournisseurs corrompus** sur des listes publiques.
- **Encourager et protéger les lanceurs d'alerte.**
- **Assurer la transparence financière**, notamment en ce qui concerne le financement des infrastructures par des prêts.
- **Utiliser les possibilités du numérique et du « big data »** et renforcer les capacités de collecte et d'analyse des données.
- **Renforcer les partenariats avec les instances de contrôle des finances et les cours des comptes.**
- **Instaurer des garanties d'intégrité pour la gestion des catastrophes**, avec des normes claires et de multiples mécanismes de contrôle, comme l'audit en temps réel ou le contrôle par les citoyens.

Permettre l'engagement des parties prenantes dans le domaine de l'eau et de l'assainissement

L'engagement des parties prenantes dans la prise de décision financière dans le domaine de l'eau et de l'assainissement est essentiel pour réduire la corruption et améliorer l'intégrité. C'est particulièrement le cas pour les décisions à haut risque, liées à la tarification, aux politiques de subvention et à l'impact financier à long terme des prêts. Un tel engagement nécessite des moyens dédiés et inclusifs de participation et de responsabilité sociale, ainsi qu'un renforcement des capacités pour les rendre efficaces.

- **Impliquer le public dans les décisions financières**, en prêtant attention aux plus marginalisés, et en particulier pour les décisions relatives à l'allocation du budget, aux prêts, à la tarification et aux subventions.
- **Promouvoir l'intégrité dans le secteur privé**, en évaluant les risques, en exigeant et en contrôlant le respect des règles et des pratiques de gestion.
- **Renforcer la société civile et les médias, renforcer la responsabilité sociale** du niveau local au niveau national, pour permettre l'analyse de la budgétisation, des dépenses, de la gestion financière et de l'audit, ainsi que la communication des résultats.

Promouvoir une culture de l'intégrité pour l'eau et l'assainissement

Les réformes sectorielles peuvent être sapées par des normes sociales qui privilégient la corruption. Une culture de l'intégrité peut faire la différence et peut être initiée efficacement au sein même des institutions, des organisations et des projets. Cela passe par la promotion et la récompense de l'intégrité, et par la définition d'attentes élevées en matière d'intégrité et de collaboration de la part de toutes les parties prenantes, y compris les acteurs du secteur privé et les participants à des initiatives multipartites. Une évaluation minutieuse des risques qui met en évidence les normes sous-jacentes peut constituer une première étape importante.

- **Créer des plates-formes multipartites** pour mieux contribuer à la prise de décision, créer une dynamique grâce à l'action collective et renforcer le contrôle.
- **Influencer les normes sociales liées à l'intégrité**, en analysant les normes et en soulignant leur impact, en formant à l'intégrité et en récompensant l'intégrité des acteurs, tant formels qu'informels.

Conclusion

Remédier aux manquements à l'intégrité dans le financement des secteurs de l'eau et de l'assainissement n'est pas seulement une nécessité financière, c'est aussi un impératif social. Les coûts de l'inaction - qui se manifestent par une mauvaise prestation de services, des coûts d'infrastructure gonflés et une qualité de l'eau compromise - affectent de manière disproportionnée les communautés marginalisées et compromettent les objectifs de développement durable.

En encourageant une culture de l'intégrité, nous pouvons garantir que les fonds disponibles sont utilisés efficacement, que les projets sont correctement planifiés et que les services d'eau et d'assainissement sont fournis de manière équitable et durable. Cette approche nécessite l'engagement et la coopération de toutes les parties prenantes, des agences gouvernementales aux organisations de la société civile et aux partenaires du secteur privé, chacun jouant un rôle essentiel dans la promotion de la transparence, de la responsabilité et des pratiques éthiques.

Le Water Integrity Global Outlook (WIGO) fournit un cadre complet pour relever les défis de l'intégrité dans le financement de l'eau et de l'assainissement. Grâce aux approches « pas de raison », « pas de place » et « pas de sursis » pour la corruption, les parties prenantes peuvent élaborer des stratégies sur mesure qui s'attaquent aux causes profondes de la corruption et des manquements à l'intégrité. En renforçant la gestion des finances publiques, en encourageant la surveillance de la société civile et en influençant les normes sociales, nous pouvons créer des systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement résilients qui servent tout le monde, sans laisser personne de côté.

Le moment est venu d'agir de manière décisive et concertée pour faire en sorte que les droits à l'eau, à l'assainissement et à un environnement propre soient réalisés pour tous.



WIN Water
Integrity
Network